

CR CTREA 01/10/2020

Michel Sinoir DRAAF : Rappel de la règle de faire la réunion en présentiel

Regrette de le faire en distanciel

Les réunions avec les OS se feront en présentiel sauf mesure sanitaire contraire

Commissions officielles pour la plupart en présentiel car le règle actuelle n'est pas le confinement généralisé

Même dans les zones rouges comme Lyon, les réunions ont lieu

NS du Min. de l'agriculture. Services déconcentrés : télétravail exceptionnel jusqu'au 31.12 et plafonné à 3j/sem. Clusters d'origine pro/administration sont peu nombreux par rapport aux établissements. Le risque existe mais bcp de gens prennent ce risque.

Nathalie Prudon-Desgoutte (SRFD) : une année complexe avec parcours sup et afelnet. Effectifs voie sco et app : projection avant la rentrée, fin août augmentation de 2.6 points de EA, l'enquête est au 10 octobre. Forte augmentation des BTSA. Erosion sur le STAV de l'ensemble des familles. Les apprentis augmentent. Le privé décroche sur ces 2 voies. Ceci grâce aux aides. Deuxième enquête fine d'année civile.

Prévision d'une augmentation sur l'Enseignement public. Mais en fait en baisse. Attendre fin octobre pour confirmation. Augmentation des effectifs en BTSA. Baisse en cycle général et techno

Claire-Lise O. (administration) : Plan 2020-2024 : plan EAP2 plan sur 4 ans

Enseigner à produire autrement 2 (transitions et agro-écologie) plan sur 4 ans public/privé apprentissage, formation pro continue et formation initiale scolaire

Le travail ne se fait pas que sur l'EA ou l'atelier techno, échelle plus large à l'échelle de l'établissement

Référents EPA2, décharge régionale (suite AMI)

Brigitte RINGEVAL, Cibeins : Appui sur pédagogie (axes 1 & 2)

Chrystèle BOIVIN, Sardières : Alimentation & Agroalimentaire

Eric DESMAZEAU, Marmilhat : Arbre et Paysage

Guilhem HERANNEY, Romans : Agroforesterie

Estelle MONTROBERT, Roanne : Elevage et Bien être animal

Lucien PILLOT, Belleville : Viticulture bio

Catherine LELIEVRE, Contamine : défi alimentaire

Désignation d'un référent local dans chaque EPL

NPD : Les décharges font l'objet d'un complément de DGH hors pédagogie

HSE : 4 enveloppes

- Individualisation : augmentation De 100h
- **Covid : Les chefs font remonter les besoins, même les étudiants de BTSA y ont droit.**
- Référents PIX. Certification obligatoire BTS et CAP. 60h. TIM de Valence et DRTIC
- Orientation en bac techno

Situation sanitaire

Hervé Coutin (administration) : Il appartient aux chefs d'établissement de mettre en place des mesures d'accueil quand la distanciation physique est compliquée.

Port du masque obligatoire pour tous. Tous les élèves sont accueillis avec un max de sécurité

Chefs d'établissement premiers responsables : lignes directrices données mais pas de politique régionale car possible diversité des EPL

rappel sur NS et gestes barrières, faire remonter les cas covid pour lien avec les autorités sanitaires. Avec adaptation sur chaque lycée. Au bout de qq semaines on travaille dans de bonnes conditions, 76 établissements ont fait des remontées dont 1/3 sont des EPL à ce jour. 1 seul a fermé dans le privé pendant 1 semaine. Cas graves 138 personnes.

Cas covid : c'est au chef de choisir s'il communique ou pas sur un cas positif. Par contre les cas contacts sont prévenus

Mesures : 24 juillet 2020 : si covid mesures adaptées pour organiser un enseignement à distance

Marie-Laure Chomel (SNETAP) : veut dire que pour l'instant le ministère ne propose rien ???? c'est affolant et désolant

NPD : On ne sait pas encore quels seront les EPL aidés par le ministère

Aide des établissements en difficulté : Au moins 5 EPL en difficulté financière devraient être aidés et Wauquiez propose un GT. Les CFPPA seront analysés sur 2 exercices.

NPD : DGH par établissement pas modifiée depuis juin

Port du masque difficile : pas de réponse apportée

Primes covid : ne seront pas communiquées. Liste appartient à la DGER

MS : HSE Covid : vannes ouvertes. Directions doivent y aller à fond pour les demandes, même auprès des jeunes en apprentissage.

NPD la dger a peur de ne pas utiliser l'enveloppe....

- **Formation pro réforme**

CLO : Choisir son avenir pro. Organisation actuelle est-elle la plus à même de répondre aux nouveaux besoins ?

GT hier avec les directeurs + réunions le 13.10 + OS le 15 (16 à 18h) et étude de faisabilité

10 scénarii puis 6 et enfin 4 qui recueillent le plus de voix.

Analyse SNETAP

Un groupe de travail avec les différentes OS et l'administration a été convoqué sur cette question. Voici ce qui en est ressorti :

D'après des informations que l'on a pu avoir, il y aurait plutôt 2 scénarii qui seraient retenus pour l'instant, avec comme conclusions :

- Le CFA régional est une technostructure trop lourde.

- Idée de pouvoir mutualiser les compétences mais en obtenant la souplesse et l'autonomie de prendre des décisions comme dans le privé.
- L'inspection agricole travaille sur une restructuration des EPL, or OS pas informées.
- La loi de formation travaille par compétences = destruction des diplômes. FNSEA annonce d'ailleurs la fin des diplômes = fin programmée des conventions collectives.
- Réunion le 15 octobre, pour présentation dans les CA de novembre.

NPD : toujours temps de l'information et pas encore de la décision. 13/10 : équipement de boîtes à outils, diapos, analyses auprès des chefs d'établissements pour discuter dans les conseils de centre et les CA.

PH : **CFDT** félicite la méthode de travail

- Offre de formation

MS : questionnaire posé aux composantes car on a envie de redéfinir la stratégie. Chantier qui date de 1 an pour reconquérir des apprenants et augmenter les effectifs, améliorer l'attractivité

Présentation avec diaporama faite par JL Viseur.

Analyse SNETAP

L'administration a refusé de nous faire passer le diaporama, dont les lignes directrices sont affligeantes et mettent encore plus à mal (si cela était encore possible) l'enseignement agricole public. Outre le fait de proposer aux EPL de faire ce qu'ils font déjà (salons, présentation dans les collèges, événements sportifs, etc.), on nous propose ni plus ni moins que de travailler en collaboration étroite avec le privé tout en diminuant l'offre de formation et les moyens dans les EPL :

- collaboration privé et public : mutualisation des moyens MFR/EPL, mixage de classes. Cela remet en cause le principe de laïcité.
- Fermeture de sections qui ne « fonctionneraient pas » pour aller vers d'autres diplômes
- Basculer des formations voie scolaire vers l'apprentissage
- Regrouper des sections
- Proposer des formations par modules = seulement des compétences techniques pour répondre aux besoins des entreprises en s'asseyant sur la formation citoyenne des jeunes et sur le principe de l'enseignement à des groupes classes.

Objectif : conquérir des effectifs. Rappel sur évolution à 10 ans

Besoin d'avoir un point de vue des hiérarchies assez clair

Toutes les OS présentes ont fait part de leur désaccord et de leur effarement face à cette présentation

- avis sur carte de formation

Vote sur ouvertures de classes contre fermetures : 4 abstentions (CFDT et Unsa) et 5 contre (SNETAP)

NPD : politique d'ouverture contre fermeture

Analyse SNETAP

Sur ce point-là, le SNETAP a constaté par la suite que, contrairement à ce qui nous est annoncé, le public et le privé ne sont pas traités à égalité puisque les documents reçus pour la préparation du CREA ont montré que le privé avait droit à des ouvertures franches alors que le public ne peut ouvrir qu'en contrepartie de fermetures de classes.

Ouverture bac pro tcva contre fermeture seconde puis STAV

BTSA PA en 2021 (cout DGH + 700) contre fermeture du BAC pro AP et ouverture en apprentissage (1/2 apprentis en AP)

NPD : ajustement interne pour les postes

Magali Rigaux (SNETAP) : aucune solution n'a été proposée, pas de MIS (Mutation dans l'intérêt du service) ? 1000 h à trouver

NPD s'engage pour éviter les MIS

JD : précise qu'un enseignant n'est pas un formateur

MLC : COMBIEN de MIS évaluées pour les enseignants ?

NPD : pas de MIS

NPD : pas de réponse pour les équipements 4e, 3^e qui ne sont ni financés par la région ni par les départements. Juste constat que cela n'est pas fait.

Questions diverses :

3) CI/CA : il n'existe pas de modalité de vote en mode dématérialisé ni lors des instances ni pour les élections à ces instances. Seul en cas d'urgence sanitaire un protocole serait étudié mais ce n'est pas le cas maintenant.

6) La réorientation des cartes de formations est un choix des EPL notamment pour le transfert d'une voie de formation vers une autre.

11) Pour les 22 ETP à rendre rien n'est fléché, cela se fera par un ajustement en fonction des besoins sur les différentes chaires.

MLC : HSE pour les rapports de stage ?

.... Pour l'instant pas de réponse de la DGER

MLC : Demande du tableau DGH par établissement

Suite à cette instance et face à l'agacement que nous avons exprimé sur plusieurs points (voir analyses SNETAP) les représentants SNETAP au CREA ont décidé de boycotter la prochaine instance, où, de toute évidence, le dialogue social est inexistant et l'EAP constamment maltraité.